



BRENDAN SMIALOWSKI/AFP via Getty Images

L'Europe a perdu cette guerre commerciale — elle ne perdra pas la prochaine

- Richard Palmer
- [13/08/2025](#)

Le 27 juillet a été un « jour sombre » pour l'Europe, a déclaré le premier ministre français François Bayrou. L'Union européenne a été « mangée pour le petit-déjeuner », a déclaré le Premier ministre hongrois Viktor Orbán. Le chancelier allemand Friedrich Merz a déclaré que l'accord conclu entre la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président des États-Unis, Donald Trump, allait « considérablement endommager » les finances de l'Allemagne. « Il est impossible de cacher le fait que l'UE a été écrasée par le rouleau compresseur de Trump, a déclaré un ambassadeur », a écrit le *Financial Times*. « Trump a déterminé exactement où se trouve notre seuil de douleur. »

L'UE a évité une confrontation totale avec l'Amérique en signant un accord avec le président Trump. Mais il ne fait aucun doute que les États-Unis ont remporté la négociation. Les États-Unis imposeront des droits de douane de 15 pour cent sur la plupart des produits en provenance de l'UE. Pour faire baisser ce chiffre par rapport à la menace brandie de 30 pour cent, l'UE a promis que ses entreprises investiraient 600 milliards de dollars aux États-Unis d'ici à 2028. Elle a également promis de consacrer 750 milliards de dollars en énergie américaine sur trois ans.

PT_FR

Pour remuer le couteau dans la plaie, l'accord était pire que celui que la Grande-Bretagne a conclu avec le président Trump, malgré l'insistance de l'Europe sur le fait que de meilleurs accords découlent de l'appartenance à un grand bloc commercial.

« Peu importe la façon dont les eurofanatiques essaient de tourner la situation, en réalité, Donald Trump, comme il pourrait le dire lui-même, a frappé un grand coup », a écrit Matthew Lynn dans le *Telegraph*. « À moins de devoir expédier la *Joconde* à Mar-a-Lago, il est difficile de voir comment cela aurait pu mieux se passer pour le président Trump. Après deux décennies de déclin économique relatif, et avec des taxes et des réglementations écrasantes qui étouffent la vie de son industrie, l'UE est désormais trop faible pour faire face aux États-Unis. Sa fragilité a été douloureusement mise en évidence — et cet accord ne fera qu'empirer les choses. »

Alberto Alemanno, professeur de droit de l'UE à la HEC de Paris, a déclaré que l'accord reflétait « la reddition économique et idéologique de l'Europe ». Jacob Reynolds, du groupe de réflexion MCC à Bruxelles, a déclaré qu'il s'agissait d'une « capitulation totale ».

Mais l'UE n'acceptera pas ce genre d'humiliation pour ensuite passer à autre chose. Sa perte entraînera d'importants changements.

L'Europe tire de grandes leçons de cette expérience. « Cet échec met en évidence la faiblesse fondamentale de la gouvernance européenne », a écrit Alemanno. « En l'absence d'un véritable système de gouvernance à l'échelle de l'UE, le bloc reste incapable de traduire les agendas nationaux divergents en une position unifiée. » Avec tous ses intérêts nationaux divergents, l'UE n'a pas pu se mettre d'accord sur la manière de riposter. Des représailles contre l'Amérique auraient nui à l'Europe, et certains pays auraient souffert plus que d'autres. Personne n'accepterait une douleur aussi inégalement répartie, donc le bloc n'avait d'autre choix que de conclure un accord.

Il était également paralysé par sa dépendance vis-à-vis des États-Unis pour sa protection militaire. Si l'Amérique menaçait de se retirer de ses bases militaires et de retirer son parapluie nucléaire, l'UE n'aurait guère d'autre choix que de faire marche arrière. L'UE dispose de son instrument anti-coercition, souvent appelé son « option nucléaire ». Mais vous ne pouvez pas utiliser l'option nucléaire contre la nation qui veille à votre sécurité.

« L'accord commercial est une humiliation pour l'UE, mais il reflète le déséquilibre des pouvoirs », a déclaré Clemens Fuest, président de l'institut de réflexion allemand Ifo, sur X. « Les Européens doivent se réveiller, se concentrer davantage sur leur puissance économique et réduire leur dépendance militaire et technologique vis-à-vis des États-Unis. Alors ils pourront renégocier. »

« La dépendance de l'Europe à l'égard de la garantie de sécurité américaine était un argument supplémentaire contre la confrontation commerciale, en particulier pour les membres orientaux et septentrionaux du bloc », écrivait le *Financial Times*. « Les craintes que Trump ne coupe l'approvisionnement en armes de l'Ukraine, ne retire des troupes d'Europe ou ne quitte même l'OTAN ont assombri les discussions, ont déclaré les diplomates. »

L'Europe comprend exactement pourquoi elle a perdu la guerre. Surveillez-la pour qu'elle se prépare à la suivante.

Une nouvelle manche est garantie de commencer bientôt. On ne sait pas comment l'UE va tenir ses promesses d'investir 600 milliards de dollars en Amérique ou de dépenser 750 milliards de dollars dans l'énergie. Aussi socialiste que soit l'UE, elle ne contrôle pas toutes les entreprises qui s'y trouvent. Comment cela garantirait-il que les entreprises de l'UE respectent ces engagements ?

L'engagement énergétique, en particulier, est gigantesque. En 2024, l'UE a importé 75 milliards de dollars d'énergie en provenance d'Amérique. Pour atteindre les 250 milliards de dollars par an, l'UE devra couvrir les deux tiers de ses besoins énergétiques totaux auprès des États-Unis. Même si elle cessait complètement d'acheter du gaz naturel liquéfié à la Russie, à l'Algérie, au Qatar, au Nigeria et à la Norvège et s'approvisionnait exclusivement auprès des États-Unis, elle aurait du mal à atteindre la moitié du montant qu'elle s'est engagée à dépenser.

Les États-Unis auraient du mal à fournir autant. Le total des exportations énergétiques américaines vers l'ensemble du monde l'année dernière s'élevait à 318 milliards de dollars. D'autres pays comme le Japon se sont également engagés à acheter beaucoup plus d'énergie dans le cadre de leurs accords commerciaux.

Que se passera-t-il lorsqu'il apparaîtra clairement que l'UE est loin d'atteindre les 750 milliards de dollars d'importations énergétiques qu'elle s'était engagée à réaliser ? Que se passera-t-il si les entreprises européennes ne tiennent pas leur promesse d'investir 600 milliards de dollars ? Les graines de la prochaine guerre commerciale sont déjà plantées.

Cette défaite donnera plus d'élan à l'UE pour se ressaisir. L'Allemagne s'efforce déjà de remplacer les États-Unis comme fondement de la défense européenne.

Elle jette également les bases internationales d'une victoire. Mme Von der Leyen et M. Merz ont appelé à la création d'une nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC) lors d'une réunion des dirigeants de l'UE en juin. « Vous savez tous que l'OMC ne fonctionne plus », a déclaré M. Merz.

C'est vrai. Depuis Barack Obama, les présidents américains l'ont sabotée en refusant de nommer quiconque à son organe d'appel, qui est en fait sa cour suprême. Cela empêche l'OMC de statuer sur les recours. Mme Von der Leyen a suggéré de s'associer au bloc commercial géant asiatique, l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), pour former ce nouvel organisme.

Ces pays envisagent de créer un nouvel organisme pour encourager le commerce mondial, ouvert à tous, *mais pas aux États-Unis*, ou du moins pas d'une manière qui permette aux États-Unis de tout gâcher à nouveau.

Il se peut que Von der Leyen elle-même ne soit pas là pour voir ces nouvelles OMC. Elle est déjà assaillie par des scandales entourant sa conduite pendant la pandémie de covid-19. Ses contacts avec le PDG de Pfizer, Albert Bourla, ont été dissimulés et plusieurs organismes gouvernementaux ont ouvert des enquêtes.

Cet accord montre qu'elle ne peut pas faire face au président Trump. Après l'élection de Trump en 2024, le *New York Times* a titré « Absent en Europe : un dirigeant fort pour une nouvelle ère Trump ». L'accord commercial montre à quel point cela est vrai. En général, les dirigeants des différentes nations veulent un dirigeant faible à la tête de l'Europe. Un dirigeant fort pourrait les embêter. Mais cela met en évidence les coûts réels de la faiblesse du leadership européen.

Karl Theodore zu Guttenberg, un homme que nous surveillons depuis longtemps, car nous pensons qu'il pourrait remplir ce rôle, a vivement critiqué l'accord sur msnbc. « Il s'agit de quelque chose que je relierais au terme coercition », a-t-il déclaré. Il a déclaré que les États-Unis pourraient bientôt exiger davantage. « Qui sait ce que le président pourrait décider dans une semaine ou deux », a-t-il demandé.

Un leader fort pourrait rapidement redresser les autres facteurs qui font défaut à l'Europe. Cela pourrait être le changement le plus important induit par la défaite commerciale.

Tout s'aligne exactement comme nous l'avons prévu depuis des années sur la base des prophéties bibliques. Beaucoup se moqueraient de cette source, mais considérez ces déclarations faites il y a plusieurs décennies par Herbert W. Armstrong :

- 1978 : Il faut s'attendre à « une sorte d'États-Unis d'Europe » — une union de dix nations qui naîtra du marché commun d'aujourd'hui ou qui lui succédera. La Grande-Bretagne ne fera pas partie de cet empire dans un avenir proche ».
- 1954 : « L'Allemagne s'imposera inévitablement comme le chef de file d'une Europe unie. Il faudra une force spirituelle unificatrice pour inspirer cette confiance et pour éliminer ces craintes. Et cette force spirituelle unificatrice doit surgir de l'intérieur de l'Europe ! Toute l'Europe est en fait prête — elle n'attend plus que le dirigeant qui inspire confiance [...] »
- 1953 : « Dix puissantes nations européennes uniront leurs forces [...] »
- 1959 : Cette puissance européenne va mettre en place « un gigantesque système de commerce mondial. »

Ces déclarations sont étayées par des prophéties spécifiques. Les événements mondiaux poussent l'Europe dans cette direction. L'Apocalypse 17 et 18 décrivent une « puissance bestiale » dirigée par « 10 rois » ou 10 nations. Apocalypse 18 décrit sa domination totale sur l'économie mondiale. Une fois qu'elle s'effondre, tous les hommes d'affaires de la terre pleurent.

D'autres passages décrivent les États-Unis et la Grande-Bretagne exclus de ce système commercial mondial, abaissés jusqu'à ce qu'ils soient conquis.

L'Europe a perdu cette première guerre commerciale contre l'Amérique. Elle ne perdra pas la dernière.